



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Fourniture d'un réacteur d'hydrogénation du dioxyde de carbone pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

*Procédure avec négociation fondée sur l'article R. 2124-3 1° du Code de la commande publique  
N° de marché : 2026-1404*

ACHETEUR :  
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE .....	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE .....	4
4.1 Clauses générales .....	4
4.2 Tranches optionnelles et modalités d’affermissement.....	4
ARTICLE 5 – FORME DU MARCHE .....	4
ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 7 – CONDITIONS D’EXECUTION .....	5
7.1 Conditions générales.....	5
7.2 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires .....	5
7.3 Sécurité .....	6
7.4 Sous-traitance.....	6
ARTICLE 8 – MODALITES DE COMMANDE .....	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	7
9.1 Contenu des prix .....	7
9.2 Actualisation du prix.....	7
9.3 Clause butoir et de sauvegarde .....	7
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT .....	8
10.1 Délai de règlement.....	8
10.2 Conditions de facturation .....	8
10.3 Avance .....	9
10.4 Acomptes.....	9
ARTICLE 11 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	10
ARTICLE 12 – PENALITES .....	10
12.1 Règle générale .....	10
12.2 Retard de livraison ou d’exécution.....	10
12.3 Absence de transmission de document.....	11
ARTICLE 13 – RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 – MODIFICATION DU MARCHE ET PRECISION DES MODALITES D’EXECUTION EN COURS DE MARCHE .....	11
14.1 Règles générales.....	11
14.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	11
ARTICLE 16– LANGUE .....	12
ARTICLE 17 – MONNAIE .....	12
ARTICLE 18 – LITIGES.....	12
ARTICLE 19 – INSTANCE CHARGEE DES RECOURS .....	12
ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13
ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-FCS.....	13

Phase consultation	Visite	Obligatoire <input type="checkbox"/> Facultative <input checked="" type="checkbox"/>
	Echantillons	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Phase exécution du contrat	Objet du contrat	Fourniture d'un réacteur d'hydrogénation du dioxyde de carbone
	Acheteur	Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA)
	Type de contrat	Marché ordinaire à tranche
	Lieu d'exécution	Campus de Pau
	Durée	14 mois
	Allotissement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
	Variante	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Tranche	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Prestation supplémentaire éventuelle	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
	Développement durable	
	Clause environnementale	<input checked="" type="checkbox"/>
	Clause sociale	<input type="checkbox"/>
	Critère environnemental	<input checked="" type="checkbox"/>
	Critère social	<input type="checkbox"/>
	Avance	Oui, sous réserve de ne pas y renoncer.
	Acompte	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Variation des prix	Fermes et actualisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires
	Pénalités	Exonération <input checked="" type="checkbox"/> Plafonnement <input checked="" type="checkbox"/>

## **ARTICLE 1 – DEFINITIONS**

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un réacteur d'hydrogénation catalytique du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) pour synthétiser du méthanol qui sera utilisé en Travaux Pratiques de l'Ecole Nationale Supérieure en Génie des Technologies Industrielles (ENSGTI) de l'Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA). Ce marché comprend la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation à l'utilisation de ce matériel.

## **ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT**

Conformément à l'article L2113-11 2° du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti pour des raisons de cohérence technique de la solution.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE**

### **4.1 Clauses générales**

La durée du présent marché est de 14 mois à compter de la notification.

### **4.2 Tranches optionnelles et modalités d'affermissement**

La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un ordre de service ou indiquée dans le courrier de notification.

Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente en cas de retard.

Si la tranche optionnelle est affermie, l'affermissement interviendra dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la tranche ferme.

## **ARTICLE 5 – FORME DU MARCHE**

Le présent marché est un marché ordinaire à tranche, en application de l'article R.2113-4 du code de la commande publique. Le présent marché est forfaitaire.

## **ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière de la tranche ferme (offre de base ; offre variante le cas échéant), et l'annexe financière de la tranche optionnelle (offre de base ; offre variante le cas échéant) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

**Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intégrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du titulaire.**

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION**

### **7.1 Conditions générales**

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du marché et à signaler à l'UPPA tout changement de situation à l'acheteur et les éventuels justificatifs nécessaires dans les plus brefs délais.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UPPA les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

L'UPPA se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés.

Le titulaire assure un rôle de conseil et d'assistance auprès de l'UPPA à chaque étape de la prestation.

### **7.2 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires**

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire, ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en vertu de l'article 41 du CCAG-FCS.

Chaque partie s'engage à respecter la loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires transposant la directive n° 2016/943/UE du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Aux termes de l'article L151-1 du Code de commerce, une information protégée par le secret des affaires doit répondre aux critères suivants :

- 1° elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
- 2° elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
- 3° elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Aux termes de l'article L151-6 du Code de commerce, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation d'un secret des affaires est aussi considérée comme illicite lorsque, au moment de l'obtention, de l'utilisation ou de la divulgation du secret, une personne savait, ou aurait dû savoir au regard des circonstances, que ce secret avait été obtenu, directement ou indirectement, d'une autre personne qui l'utilisait ou le divulguait de façon illicite au sens du premier alinéa de l'article L. 151-5.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, la confidentialité et/ou le secret des affaires en cours d'exécution de la prestation, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur, sauf dans le cas où ces modifications s'imposeraient aux parties.

### 7.3 Sécurité

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de l'UPPA dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

### 7.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Les marchés de fourniture ne peuvent pas inclure de sous-traitance, sauf s'ils comportent des prestations de services, telles que des prestations de conception ou d'adaptation ; des opérations de transports ou des travaux de pose et d'installation<sup>1</sup>.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect des obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

L'acte spécial de sous-traitance est rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Il comporte la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC, sous réserve d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement par l'acheteur.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur. Pour obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang présente son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Le formulaire DC4 dont le lien est indiqué ci-dessus peut être utilisé sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

---

<sup>1</sup> Fiche technique de la DAJ relative à la sous-traitance datée du 18/11/2025.

## **ARTICLE 8 – MODALITES DE COMMANDE**

Aucun « bon de commande » ne sera adressé au titulaire.

La notification du marché engage juridiquement l'acheteur selon les éléments figurant sur l'acte d'engagement.

Suite à la notification, un mail sera adressé au titulaire précisant le numéro d'engagement juridique (EJ) attribution à faire figurer sur la facture sous la forme ATT-2026-XXXXXX.

## **ARTICLE 9 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX**

### **9.1 Contenu des prix**

Les prix sont fermes, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Toutefois les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

**Le marché est traité à prix forfaitaire.**

### **9.2 Actualisation du prix**

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-FCS, le prix est ferme mais pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de réception des offres (indiquée en page de garde du règlement de consultation) et la date de début d'exécution des prestations. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times ((I - 3) / I_o)$$

P : prix actualisé

P<sub>o</sub> : prix initial

I<sub>o</sub> : indice au mois zéro (date limite de réception des offres)

I - 3 : indice antérieur de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations ou dernier indice définitif connu à la date d'actualisation.

I et I<sub>o</sub> : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.13 – Autres pompes et compresseurs - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764236 publié par l'INSEE.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En complément de cet article, le prix actualisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

### **9.3 Clause butoir et de sauvegarde**

Le marché ne prévoit pas de clause butoir ni de clause de sauvegarde.

## **ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT**

### **10.1 Délai de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

L'université de Pau et des pays de l'Adour se libère des sommes dues en exécution du présent marché en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### **10.2 Conditions de facturation**

#### **10.2.1 Mentions obligatoires**

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- le numéro du présent marché : 2026-1404 ;
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ)-attribution communiqué après notification du marché ;
- Les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le courrier de notification ;
- La date de la prestation de service terminée ;
- La mention de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle le cas échéant ;
- Le prix HT et le montant de la TVA.

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement la référence du marché et le numéro de l'engagement juridique entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

#### **10.2.2 Supports de facturation**

Conformément aux articles L2192-1 s. du code de la commande publique, le titulaire transmet les factures sous forme électronique.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'État, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 19640251500270

Les personnes désignées pour le paiement sont :

- Ordonnateur : M. le Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.
- Comptable assignataire : Mme l'Agent Comptable de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

**Les modalités de facturation sont susceptibles d'évolution selon les dispositions réglementaires de la dématérialisation.**

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.



### 10.3 Avance

Cet article fait application des articles R2191-3 à 18 du code la commande publique.

**L'avance est le versement d'une partie du montant du contrat au titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations. Elle constitue à la différence de l'acompte, une dérogation à la règle du « service fait ».**

#### Conditions d'octroi et montant de l'avance

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, conformément à l'article R.2191-5 du code de la commande publique.

Cette prestation est un marché à tranches – article R.2191-13 du code de la commande publique

<b>Période initiale du marché ou tranche ferme</b>	Avance de droit si montant période initiale ou tranche ferme > 50 000€HT et délais exécution période initiale ou tranche ferme > 2 mois
<b>Pour chaque reconduction ou chaque tranche optionnelle</b>	Avance de droit si montant période reconduction ou tranche affermie > 50 000€HT et délais exécution période reconduction ou tranche affermie > 2 mois
<b>Montant de l'avance</b>	<b>30 % de la tranche</b>
<b>Mandatement de l'avance</b>	Dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.
<b>Sous-traitance</b>	Le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

**Modalités de remboursement de l'avance :** Le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant TTC du marché, conformément aux articles R.2191-11 du code de la commande publique.

### 10.4 Acomptes

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent, conformément à l'article R.2191-21 du code de la commande publique.

Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois, conformément à l'article R.2191-21 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

<b>Acompte</b>	<b>Etape</b>
15%	A l'admission de l'étape de conception (article 8.0 CCTP)
20%	A la livraison du matériel (article 8.1 CCTP) et de la fourniture de la documentation (article 5.4)

## **ARTICLE 11 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

### **11.1 Clause environnementale générale**

A la demande de l'acheteur, le titulaire s'engage à :

- fournir la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- mener des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- réaliser des économies d'énergie et contribuer au développement des énergies renouvelables ;
- être acteur dans la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Ainsi, la circulation en heure de pointe doit être évitée, le transport groupé des marchandises privilégié et les véhicules à faibles émissions ou les modes de transport doux ou alternatifs à la route favorisés.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

### **11.2 Gestion et traitement des déchets produits dans le cadre de la prestation**

Le titulaire s'engage à laisser le site de livraison vierge de tout déchet produit par la prestation. En particulier, les déchets d'emballage sont repris par le titulaire sans surcoût, à la demande de l'acheteur.

Le titulaire est responsable, en sa qualité de producteur ou détenteur, des déchets générés par ses activités et produits sur l'ensemble du site, jusqu'à leur entière élimination. L'élimination des déchets doit être réalisée régulièrement et comprend les opérations de collecte, stockage, tri, transport dans un centre de traitement ou de dépôt agréé.

En cas de non-respect de ces obligations, l'acheteur se réserve le droit de confier les opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à une entreprise tierce, la dépense en résultant étant à la charge du titulaire défaillant.

## **ARTICLE 12 – PENALITES**

### **12.1 Règle générale**

Les pénalités reflètent la contrepartie d'une prestation que le titulaire s'est engagé à réaliser.

Dans une démarche d'amélioration continue et de la volonté d'une prestation réussie, l'acheteur échange dans la mesure du possible avec le prestataire pour résoudre les difficultés en amont sous réserve de l'intérêt général poursuivi par l'acheteur, des nécessités de service, de la bonne foi contractuelle et des principes généraux d'interdiction des libéralités et de bonne gestion des deniers publics.

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités.
- Le titulaire encourt, sans invitation par écrit ni mise en demeure, les pénalités définies ci-après.
- Les pénalités sont plafonnées à 18% du montant hors taxes de la tranche considérée.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché.

Les pénalités seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire. Si le solde est négatif et que le titulaire est débiteur de l'acheteur, l'acheteur peut émettre un titre exécutoire afin de recouvrer les pénalités dues par le titulaire.

Lorsque des pénalités sont appliquées le titulaire reste tenu par l'obligation de réaliser les prestations.

### **12.2 Retard de livraison ou d'exécution**

Dans le cas d'un retard de livraison, des pénalités s'appliquent dans les conditions fixées ci-dessous, conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

$P = (V \times R) / 1000$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

### **12.3 Absence de transmission de document**

Absence de transmission de documents demandés dans les documents de la consultation : 50€ HT / jour de retard.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION**

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation du marché, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation du marché font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de l'UPPA ou à défaut par chèque libellé à l'ordre de Mme l'agent comptable de l'UPPA.

## **ARTICLE 14 – MODIFICATION DU MARCHE ET PRECISION DES MODALITES D'EXECUTION EN COURS DE MARCHE**

### **14.1 Règles générales**

Le présent marché est susceptible d'évoluer du fait de contraintes internes à l'UPPA, du fait d'une modification des textes applicables (législatifs, réglementaires, etc.), du fait de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc, du fait des nécessités d'exécution etc.

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie. Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

Ces modifications seront réalisées dans le respect des conditions définies aux articles L6 et L2194-1 à 2 du code de la commande publique d'une part, et aux articles 2, 3.8 et 23 du CCAG-FCS d'autre part.

### **14.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **ARTICLE 15 – SUSPENSION DU MARCHE EN COURS D'EXÉCUTION**

En cas de confinement dû à une pandémie ou tout autre évènement exceptionnel affectant l'exécution du marché, le Président de l'établissement ou son délégué pourra suspendre l'exécution du présent marché et des éventuels bons de commande en cours d'exécution.

Cette suspension prendra la forme d'un ordre de service signé par l'acheteur. La reprise du marché fera l'objet d'un nouvel ordre de service dans les conditions précitées.

La suspension sera sans incidence sur la durée du marché prévue à l'article 4 du présent document sauf accord de l'acheteur et conformément aux règles de la commande publique.

## **ARTICLE 16– LANGUE**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

## **ARTICLE 17 – MONNAIE**

L'unité monétaire relative au marché est l'euro.

## **ARTICLE 18 – LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Pau est seul compétent.

## **ARTICLE 19 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS**

**Tribunal administratif de Pau :**

Villa Noulibos

50, Cours Lyautey

64010 Pau CEDEX

Téléphone : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

## **ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **Université de Pau et des pays de l'Adour**

Direction des achats et du pilotage de la dépense

Pôle Finances

Avenue de l'université – BP 576

64012 Pau cedex

Courriel : [achats-publics@univ-pau.fr](mailto:achats-publics@univ-pau.fr)

## **ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-FCS**

Article CCAP/CCTP	Article CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
6 CCAP	4.1	Les annexes financières de la tranche ferme et de la tranche optionnelle se situent en dessous de l'acte d'engagement dans l'ordre de priorité des documents contractuels
9.2 CCAP	10.1.2 et 10.2.4	L'actualisation des prix s'effectue en prenant en compte la date limite de remise des offres.
12.1 CCAP	14.1	L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités. - Le titulaire encourt, sans invitation par écrit ni mise en demeure, les pénalités définies au CCAP. - Les pénalités sont plafonnées à 18% du montant hors taxes de la tranche considérée.
8.3 CCTP	28.2	Le point de départ du délai de vérification des prestations définies à l'article 8.0 est la date de fourniture.